

Communiqué de presse

Mercredi 4 septembre 2013

Stratégie énergétique : un petit pas seulement dans la bonne direction

L'économie salue une orientation accrue vers le marché – d'autres mesures sont nécessaires

Le message adopté par le Conseil fédéral sur la stratégie énergétique représente un petit pas dans la bonne direction. Aux yeux de l'économie, il est positif qu'il se distancie d'objectifs excessivement ambitieux pour les 40 prochaines années et focalise davantage la politique énergétique sur le marché. Il y a deux priorités pour la place économique suisse : une sécurité d'approvisionnement élevée et des prix de l'énergie compétitifs à l'échelle internationale. Divers points du projet doivent toutefois être améliorés, dans le cadre des débats parlementaires. Il s'agit en particulier d'une meilleure intégration dans les marchés internationaux de l'énergie et de l'accord bilatéral sur l'électricité avec l'UE, qui doit faire partie intégrante de la stratégie énergétique. C'est ainsi seulement qu'il sera possible de conserver une sécurité d'approvisionnement élevée et de mieux saisir les opportunités liées au rôle de la Suisse en tant que plaque tournante de l'électricité.

La révision de l'ordonnance sur l'énergie proposée récemment dans le but de limiter la rétribution de l'injection à prix coûtant (RPC) va également dans la bonne direction. Le courant vert doit être encouragé davantage sur la base de mécanismes du marché, plutôt que par une augmentation des subventions. C'est même urgent, comme le montrent les problèmes de plus en plus évidents de la politique énergétique allemande, fortement subventionnée. La Suisse ne doit pas reproduire ces erreurs. Limiter la durée des programmes de subvention est devenu pressant, si nous souhaitons que les coûts de cette politique et les prix de l'électricité restent maîtrisables. L'économie s'oppose au relèvement de la RPC de 1,5 à 2,3 centimes par kWh.

Le rapport relatif à la deuxième étape de la Stratégie énergétique, présenté aujourd'hui, montre aussi l'étroite marge de manœuvre dont dispose la Suisse pour se lancer dans un cavalier seul fiscal. economie suisse est soulagée que le Conseil fédéral ait tenu compte des réserves exprimées par les milieux économiques et renoncé à une réforme fiscale écologique. Une chose est claire : des mesures incisives nuisent à la place économique suisse, mais, sans mesures supplémentaires, il ne sera pas possible d'atteindre les objectifs de la stratégie du Conseil fédéral. C'est pourquoi une planification en continu ainsi qu'un examen et une adaptation réguliers des objectifs sont incontournables.

Pour plus d'informations : « Indispensables interconnexions : Propositions de l'économie suisse à l'appui de la politique énergétique », accessible à l'adresse www.economiesuisse.ch

Pour toute question :

Kurt Lanz, membre de la direction

Téléphone : +41 79 772 33 58, courriel : kurt.lanz@economiesuisse.ch